

Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme

Le gouvernement Sarkozy est sans aucun doute le plus réactionnaire que la France ait connu depuis celui du Maréchal Pétain. La multiplication de leurres et de diversions, soigneusement orchestrée depuis l'Elysée, ne saurait dissimuler les véritables objectifs du pouvoir en place. De « réforme » en « réforme », il s'agit de démanteler toutes les conquêtes sociales du passé, de soumettre tous les aspects de la vie sociale et économique du pays à la loi du profit, de réduire le travailleur au rang de simple « matière première », corvéable et jetable à l'envi. Ce programme ne tombe pas du ciel. Il répond aux impératifs d'un système qui ne peut plus exister qu'au détriment de l'immense majorité de la population.

Pendant la campagne présidentielle, Sarkozy a atteint les sommets du mensonge et de l'hypocrisie. Il allait s'occuper des pauvres, des « sans-grade », des opprimés, des chômeurs, des ouvriers. Ceux qui ont cru à ce flot de promesses ont vite déchanté. La politique de Sarkozy répond exclusivement aux exigences de la classe capitaliste. Sarkozy a pu compter sur l'appui de la puissante industrie médiatique qui se trouve entre les mains des capitalistes. La manipulation de l'opinion publique par les médias était un facteur important dans la victoire de la droite. Mais l'explication principale de la défaite de la gauche réside dans la dérive droitière de la direction du Parti Socialiste.

Ségolène Royal et la direction du PS ont fait campagne sur la base du programme le plus vide et le plus conservateur de toute l'histoire du mouvement socialiste. Le programme du PS ne contenait aucune mesure susceptible d'améliorer sérieusement le sort des victimes du capitalisme, et donc de soulever leur enthousiasme. En conséquence, de nombreux travailleurs et retraités se sont laissés duper par le discours démagogique de Sarkozy.

Les horizons radieux dessinés par Sarkozy et ses alliés médiatiques – où le mérite et l'effort de tous seraient récompensés, où la pauvreté et les inégalités diminueraient, où les « patrons voyous » seraient sanctionnés – ne seront jamais atteints. Sarkozy est assis sur une charge de plus en plus puissante de matériel social explosif.

Face aux attaques de la droite et du patronat, les travailleurs et les jeunes ont plus que jamais besoin d'un PCF fort et combatif. Le parti doit se maintenir et se renforcer, étendre son influence. Ceci implique, chacun le sait, une évaluation critique, sans la moindre complaisance, du programme et des orientations du parti au cours de la dernière période. Dans les erreurs qui sont à la source de son affaiblissement, il n'y a absolument rien d'irréversible. Nous rejetons catégoriquement les arguments de ceux qui voient dans les difficultés de la dernière période les signes d'un déclin « historique » – et donc irréversible – de notre parti. L'idée d'une dissolution du parti ou de sa transformation en « autre chose » doit être fermement et définitivement écartée. Par un effort commun, les communistes peuvent faire en

sorte que le programme et l'action de leur parti soient à la hauteur des enjeux de notre époque, c'est-à-dire de la lutte pour libérer l'humanité de l'exploitation capitaliste.

Le contexte international

A notre époque, la caractéristique prédominante de l'économie mondiale est l'intensification de la division internationale du travail. Plus que jamais, le marché mondial marque de son empreinte l'ensemble des relations sociales, politiques et militaires, au point qu'aucun pays – aussi puissant soit-il – ne peut s'y soustraire. Les perspectives pour la France ne sont pas une affaire « française », en premier lieu. Il est impossible de comprendre la position réelle du capitalisme français et les perspectives économiques, sociales et politiques qui en découlent sans tenir compte de l'évolution de la situation internationale.

La concentration du capital a atteint un niveau de développement sans précédent. Quelques milliers d'individus, à la tête d'entreprises capitalistes gigantesques, tiennent dans leurs mains les destinées de la planète. Une seule entreprise de la grande distribution, Walmart, réalise un chiffre d'affaires – 351 milliards de dollars – nettement supérieur au PNB de la Belgique (323 milliards en 2005) et deux fois supérieur à celui de l'Afrique du Sud (165 milliards). Les bénéfices annuels de Walmart s'élèvent à plus de 11 milliards de dollars, soit l'équivalent du PNB de la Jordanie. L'entreprise emploie 1,9 million de salariés. Sur le marché américain, un article de consommation courante sur cinq et un jouet pour enfant sur deux sont vendus par Walmart. Le groupe Carrefour réalise un chiffre d'affaires de 77 milliards d'euros et emploie près d'un demi-million de salariés. Un seul capitaliste, Bill Gates, possède une fortune personnelle de 59 milliards de dollars !

L'effondrement de l'URSS et la restauration du capitalisme en Europe de l'Est avaient donné un nouvel accès de confiance aux représentants du capitalisme à travers le monde, et en particulier aux impérialistes américains. Le capitalisme avait triomphé du « communisme » – en réalité, de régimes qui n'en étaient que des caricatures bureaucratiques et totalitaires. Plus rien ne semblait pouvoir s'opposer à l'écrasante domination de l'impérialisme américain. Le « nouvel ordre mondial » devait soumettre tous les peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient à sa domination économique, politique et militaire.

Le brusque changement dans la configuration des relations internationales s'est accompagné d'une puissante offensive idéologique dirigée contre le marxisme et contre les idées progressistes en général. Désormais, le « marché » devait décider de tout. La totalité des activités économiques et des relations sociales devait être soumise aux lois de la concurrence et du profit. Il fallait tout privatiser.

Les répercussions négatives de ce phénomène étaient d'autant plus importantes que les Partis Communistes, même quand ils avaient pris des distances par rapport aux régimes en question – comme c'était le cas, par exemple, du PCF –, les présentaient tout de même comme autant de régimes « communistes ». Leurs dirigeants n'avaient pas anticipé l'effondrement de ces régimes et ne pouvaient en fournir la moindre explication. De manière générale, la réaction idéologique s'est traduite par un décalage vers la droite dans la politique des partis sociaux-démocrates et communistes, ainsi que dans les orientations des organisations syndicales. Les dirigeants du Parti Socialiste, en France, ont évacué de leur programme toute référence au marxisme et à la propriété publique des moyens de production. Le PCF n'était pas non plus à l'abri de l'offensive idéologique pro-capitaliste, comme en témoignent les modifications successives de son programme et le comportement de ses dirigeants à l'époque du

gouvernement Jospin. Quant au Parti Communiste Italien, à force « d'innover » et de « réinventer le communisme », il a fini par fusionner avec des formations de droite pour fonder un nouveau parti capitaliste, le Parti Démocrate.

Aujourd'hui, près de 20 ans après la chute du mur de Berlin, le triomphalisme des représentants du capitalisme a cédé la place à une profonde inquiétude. Les guerres en Irak et en Afghanistan, qui devaient fournir au monde entier une preuve irréfutable de l'énorme puissance militaire des Etats-Unis, en ont surtout montré les limites. Les Etats-Unis et leurs alliés – dont la France, en Afghanistan – sont en train de perdre ces guerres. Par ailleurs, les Etats-Unis sont en récession, et l'Europe suit la même pente. En Chine et en Inde, une crise de surproduction est inévitable.

Le « nouvel ordre mondial » sombre dans le désordre. L'Amérique latine est en pleine ébullition. Au Venezuela, en Bolivie, au Mexique, en Equateur, des mouvements de masse aux proportions insurrectionnelles ont ébranlé le système capitaliste jusque dans ses fondations. Le continent africain, le Moyen-Orient et les pays asiatiques sont entrés dans une période de turbulence et d'instabilité. A la place de l'optimisme conquérant des années 90, les porte-parole des grandes puissances sont habités par le sentiment que le sol se dérobe sous leurs pieds.

La croissance économique relativement soutenue qu'ont connue les Etats-Unis s'est réalisée sur la base d'une intensification du taux d'exploitation des travailleurs, au détriment des conditions de vie de la vaste majorité de la population. Entre 1998 et 2007, la productivité des travailleurs américains a augmenté de plus de 30%, alors que leur pouvoir d'achat a baissé, sur la même période. La demande intérieure n'était soutenue que par l'endettement massif des ménages, notamment par le biais d'emprunts à taux variable, dont les *subprimes*. La spirale haussière des valeurs immobilières a massivement alourdi cet endettement. Cette bulle spéculative a éclaté. En 2007 avec la saturation du marché de l'immobilier, un million de familles américaines surendettées ont été expulsées de leur foyer.

Dans les pays européens, la croissance du PIB – relativement faible, dans la plupart des cas – a été acquise au détriment de la majorité de la population. A travers le continent, la classe capitaliste mène une offensive implacable contre les services publics, les conditions de travail, les droits des salariés, des chômeurs, des retraités et des jeunes, créant au passage une masse sans cesse grandissante de pauvres. Pour sauvegarder leurs profits, les capitalistes doivent obligatoirement réduire la part des richesses qui est restituée, sous une forme ou sous une autre, aux travailleurs qui les ont créées. La place qu'occupe l'Union européenne dans l'économie mondiale se rétrécit, ce qui ne peut qu'attiser les tensions entre ses pays membres. Ils s'affrontent sur le marché européen et sur le marché mondial. Les capitalistes de chaque pays s'efforcent de défendre leurs profits au détriment des autres. La crise économique américaine entraînera dans sa chute l'ensemble des économies européennes, avec des conséquences extrêmement graves pour l'ensemble des travailleurs du continent.

La crise économique mondiale, l'enlèvement des Etats-Unis en Irak et en Afghanistan, mais aussi la résurgence de mouvements révolutionnaires – notamment en Amérique latine – ont des conséquences sur le moral et la combativité des travailleurs. Elles en ont également sur le plan des idées. Au Venezuela, des millions d'hommes et de femmes « ordinaires », les « esclaves du capital », se sont levés en masse, à plusieurs reprises, pour prendre en main leur propre destinée. Les tentatives contre-révolutionnaires successives ont été repoussées. La révolution vénézuélienne a eu un énorme impact, bien au-delà des frontières de ce grand pays.

Elle a grandement contribué à renforcer la lutte des travailleurs et des paysans sur le continent latino-américain. Les mouvements insurrectionnels en Bolivie et au Mexique se sont inspirés de son exemple.

Parmi les effets les plus importants de la révolution vénézuélienne, il y a son impact sur la conscience des travailleurs et des jeunes, son impact idéologique. L'expropriation des capitalistes, les nationalisations sous contrôle ouvrier, la redistribution des terres, en un mot tout ce que le « nouvel ordre mondial » et la « fin de l'histoire » avaient consigné à la poubelle de l'histoire, sont revenus au cœur de l'action et de la pensée des victimes du capitalisme. La révolution vénézuélienne n'est pas encore allée jusqu'à son terme. Mais elle a déjà rendu un immense service à tous ceux qui luttent contre le capitalisme. Elle a remis les idées révolutionnaires, les idées du marxisme, au cœur des discussions dans le mouvement ouvrier latino-américain, et même à l'échelle internationale. Les événements au Venezuela, en Bolivie et ailleurs signifient qu'après toutes ces années pendant lesquelles les capitalistes ont décrété la mort définitive de notre cause, la révolution socialiste est de nouveau à l'ordre du jour !

Le déclin du capitalisme français

Le capitalisme français perd du terrain. En 1980, la France avait le quatrième PIB dans le monde, et le huitième PIB par habitant. Aujourd'hui, elle occupe la sixième place mondiale en PIB et la dix-neuvième en PIB par habitant. L'affaiblissement constant de sa position mondiale trouve son expression dans l'effondrement de la balance du commerce extérieur. Entre 1997 et 2007, elle est passée d'un solde excédentaire de 23,8 milliards à un solde déficitaire de 39,2 milliards !

L'augmentation du taux d'exploitation des travailleurs et les attaques constantes contre leur niveau de vie ont eu, certes, un effet sur la compétitivité du capitalisme français. Mais dans la mesure où les mêmes attaques sont menées dans les autres pays, les avantages que cela procure à leurs classes capitalistes respectives s'annulent réciproquement. Sur la base du capitalisme, le déclin de la France est irréversible.

La tentative d'expliquer ce déclin par la baisse du dollar – et ainsi d'exonérer, au passage, les capitalistes français – ne tient pas la route. Le capitalisme français est également en repli dans la zone euro, où les taux de change n'entrent pas en jeu. L'économie nationale souffre d'un sous-investissement chronique, tout particulièrement dans le secteur industriel et manufacturier.

Depuis une quinzaine d'années, le taux de croissance du PIB français a varié dans une fourchette allant de -1% à +4,1%. Depuis 2001, il n'a jamais dépassé 2,3%. Mais le fait est que sur l'ensemble de cette période, il n'y pas eu un seul domaine – emploi, conditions de travail, santé, éducation, logement, retraites – où on peut parler d'un quelconque progrès social. Au contraire, les inégalités sociales sont encore plus marquées qu'auparavant et la précarité de l'emploi s'est généralisée. La hausse des prix sur pratiquement tous les postes de dépenses des ménages se traduit mois après mois par une réduction de leur niveau de vie. Les différentes manifestations de la « grande misère » – mendicité, « soupes populaires », maladies liées à la pauvreté, etc. – s'aggravent d'année en année.

Karl Marx expliquait que le profit n'est autre que le travail impayé du salariat. La lutte des classes est une lutte pour la répartition, entre les capitalistes et les salariés, des richesses

créées par ces derniers. La perte de marchés au niveau mondial, sur le marché européen et même national, ne peut que rendre cette lutte encore plus âpre et implacable. Pour maintenir et accroître leurs profits, malgré la perte de marchés, les capitalistes n'ont d'autres recours que de redoubler leur offensive contre les droits et les conditions de vie des travailleurs. Plus le gâteau se rétrécit, plus la lutte pour son partage s'attise.

Les profits colossaux des capitalistes ne proviennent pas de la conquête de nouveaux marchés, ni d'un développement des capacités productives du pays. Ils s'expliquent par le caractère de plus en plus rapace du capitalisme français. La spéculation financière rapporte des milliards à une classe de parasites, cependant que les fusions et les acquisitions « rationalisent » la production aux dépens des salariés. La technologie, la « flexibilité », le travail précaire et sous-payé, le prolongement de la semaine du travail, la réduction des effectifs, la délocalisation, la sous-traitance, le chantage, les innombrables pressions morales et psychologiques à l'encontre des travailleurs : tous les moyens sont bons pour extraire davantage de profits du travail accompli par le salarié.

L'endettement de l'Etat français est actuellement supérieur à 1200 milliards d'euros, soit 64% du PIB. Le montant des seuls intérêts que l'Etat verse aux banques est supérieur à la recette totale de l'impôt sur le revenu ! Lorsque Sarkozy déclare que « les caisses sont vides », il n'a pas tort. Sauf que, quand il s'agit de faire des largesses en direction des capitalistes ou de gaspiller des sommes colossales dans des équipements et opérations militaires (comme en Afghanistan, par exemple), l'argent ne manque pas. L'argument ne vaut que lorsqu'il s'agit de la paye des travailleurs du secteur public et des administrations, des retraites, de la sécurité sociale et des allocations chômage.

Une régression sociale permanente

La place de plus en plus étriquée du capitalisme français sur les marchés extérieurs l'oblige à s'acharner davantage contre tout ce qui fait obstacle à la rentabilité du capital sur le plan intérieur. Le système capitaliste est devenu complètement incompatible avec les conquêtes sociales du passé. La régression sociale est visible, palpable, dans tous les secteurs de l'économie, dans les services publics et les administrations, dans les écoles et les universités, dans les domaines du logement et de la santé publique. Elle trouve son corollaire dans l'aggravation du harcèlement et de l'oppression des travailleurs immigrés et des chômeurs.

Le déclin du capitalisme français et la perspective d'une récession mondiale sont lourds de conséquences pour la masse de la population française. Plus que jamais, les acquis sociaux seront constamment menacés, minés et détruits. Ce qui est gagné aujourd'hui sera perdu demain par la mise en concurrence des salariés et par les mécanismes inexorables du marché. Les bases économiques sur lesquelles repose l'idéologie des réformistes n'existent plus. Dans le contexte actuel, où le système tire tout vers le bas, le réformiste ressemble à un homme qui gravit lentement et péniblement les marches d'un escalier mécanique descendant. A force de voir son niveau de vie constamment menacé, la psychologie du salariat – et notamment de sa couche la plus politiquement consciente – commence à changer. L'illusion d'un « dépassement » graduel des inégalités, voire du système capitaliste lui-même, au moyen d'une accumulation progressive de réformes sociales, s'efface devant la dure réalité du capitalisme. Les marchands de cette illusion – qu'ils soient de droite ou de gauche – ne sont plus crédibles. Nous sommes entrés dans une époque de régression sociale permanente.

Le gouvernement actuel est une véritable machine de guerre au service des intérêts capitalistes. Mais l'expérience nous apprend que même si le Parti Socialiste était au pouvoir, avec ou sans participation gouvernementale du PCF, les capitalistes auraient usé de leur emprise sur l'économie pour forcer l'adoption d'une politique conforme à leurs intérêts, comme ils l'ont fait par le passé. Quand ils sont au pouvoir, les dirigeants socialistes justifient le renoncement aux réformes – déjà minimales – en expliquant, en substance, que s'ils les mettaient en œuvre, il y aurait moins d'investissements, une fuite de capitaux et plus de chômage. Ainsi, la politique du gouvernement Jospin était un mélange de réformes plus ou moins conséquentes et de privatisations massives. La valeur des biens publics transférés au secteur capitaliste dépassait les 31 milliards d'euros !

Ces privatisations ne figuraient pas dans le programme électoral du PS, et encore moins dans celui du PCF. Il y a, dans l'expérience douloureuse des années 1997-2002, une leçon fondamentale pour tous les travailleurs soucieux de ne pas la revivre, et surtout pour les communistes. Quelles que soient les ambitions réformistes d'un futur gouvernement de gauche, avec ou sans la participation du PCF, il se trouvera confronté à une alternative implacable. Soit il mobilisera les travailleurs et la jeunesse pour briser l'emprise des capitalistes sur l'économie et l'Etat, c'est-à-dire pour exproprier les capitalistes – soit il sera contraint, par la force des choses, de mettre sa politique en conformité avec les lois du capitalisme sur toutes les questions essentielles.

Bilan critique

De toute évidence, le parti a besoin de faire un bilan critique de ses orientations et de son activité. Pour ses militants, le revers subi par le PCF aux élections de 2007 a été une nouvelle déception, un nouveau choc à encaisser. Marie-George Buffet a déclaré, à l'époque, que les résultats ne reflétaient pas le poids et l'influence réels du PCF dans la société. C'est exact. Mais les résultats traduisaient néanmoins un nouveau recul de cette influence, et la responsabilité de ce recul réside avant tout dans la politique défendue par la direction du parti. Certes, les résultats des élections municipales et cantonales ont redonné du courage à bon nombre de militants. Mais même l'analyse la plus indulgente de ces résultats ne nous autorise pas à imaginer que le redressement du PCF est en bonne voie.

Depuis la grève générale des transports et des services publics de 1995, des millions de jeunes et de travailleurs se sont mobilisés, à de nombreuses reprises, et parfois à une échelle inédite depuis 1968. D'innombrables grèves et mobilisations massives ont marqué les années Raffarin et de Villepin : contre le Front National (2002), contre la guerre en Irak et la « réforme » des retraites (2003), contre la Constitution Européenne (2005) et contre le CPE (2006). Depuis l'élection de Sarkozy, d'autres luttes de grande envergure ont eu lieu, notamment pour la défense de retraites et de l'Education nationale, sans oublier les luttes des sans-papiers, etc. Le cours de la lutte contre le CPE, en 2006, ressemblait beaucoup à celui qui a précédé la grève générale de 1968, à une différence près : la mobilisation de la jeunesse, en 2006, était encore plus massive, plus générale et mieux organisée que celle des étudiants de 1968. Si Chirac et de Villepin n'avaient pas fini par faire marche arrière, ils auraient perdu tout contrôle de la situation. Ce n'est pas un hasard si Bayrou parlait, à l'époque, d'une « ambiance d'effondrement » au sommet de l'Etat.

Tout au long de cette période, qui dessine une courbe ascendante de luttes et de mobilisations, le Parti Communiste aurait dû être dans son élément naturel. Il aurait pu et dû renforcer sa position, non seulement sur le plan électoral, mais aussi en termes d'implantation sociale,

d'influence dans les organisations syndicales, d'effectifs militants et de finances. Et pourtant, sur cette même période, la courbe de son développement va dans le sens inverse.

Il y a donc un problème. Un grave problème. Tous les communistes en sont conscients. Dès lors, il est nécessaire de déterminer si les causes de cette régression sont *externes* – c'est-à-dire, comme le prétendent les médias capitalistes, inscrites dans les conditions objectives de la société contemporaine –, ou si au contraire, comme nous le pensons, elles sont *internes*, c'est-à-dire essentiellement liées au programme et aux orientations politiques du parti lui-même.

Dans le passé, ce qui faisait la force du PCF, ce qui lui permettait de résister face à la répression et à l'offensive idéologique permanente menée contre lui par les capitalistes, c'est que la couche la plus militante et la plus consciente du salariat et de la jeunesse voyait en lui un parti *révolutionnaire*. Aux yeux des militants et sympathisants du PCF, *il incarnait l'idée du renversement du capitalisme et de la réalisation du socialisme*.

Entre 1981 et 2002, la gauche a été au pouvoir pendant 15 ans, et avec la participation du PCF pendant 8 ans. Il y a eu quelques réformes progressistes. Mais sur toutes les questions fondamentales, les partis de gauche au pouvoir ont aligné leur politique sur les intérêts capitalistes, de sorte qu'aucun des problèmes sociaux les plus brûlants n'a été résolu – bien au contraire. Cette expérience a miné la crédibilité des dirigeants socialistes et communistes aux yeux de la masse des travailleurs. En ce qui concerne le PCF, le soutien au « plan de rigueur », en 1982-1984 (démantèlement de l'industrie sidérurgique, blocage des salaires), puis, sous Jospin, le ralliement et la participation active à la politique de privatisations, ont mené à un effondrement de la crédibilité du parti comme « parti révolutionnaire ». La couche la plus militante et combative des travailleurs – celle qui donnait au parti ses relais dans la société, ses racines dans les entreprises et les quartiers populaires – a largement « décroché ». Le parti a perdu des centaines de milliers d'adhérents. L'incapacité totale des dirigeants de prévoir et d'expliquer l'effondrement des régimes dictatoriaux prétendument « communistes » a également porté un coup très sévère à l'autorité politique du PCF, et contribué à la désorientation de ses militants.

Le comportement des dirigeants du PCF au gouvernement et la dilution progressive de son programme ont convaincu la majorité de la couche la plus militante et combative du salariat que malgré le ton plus radical de son *discours*, le PCF ne représente pas, dans la *pratique*, une alternative sérieuse au réformisme du Parti Socialiste. Aux yeux des centaines de milliers de travailleurs qui formaient le socle de la base sociale et électorale du parti, un PCF qui cautionne des privatisations et d'autres mesures anti-sociales ne sert pas à grand-chose.

Quand l'électorat de gauche fait face à deux partis réformistes, c'est nécessairement le plus grand qui l'emporte, quelles que soient les différences dans leurs programmes. La masse des travailleurs ne lit pas le détail des programmes. Elle se forge son idée essentiellement sur la base de son expérience. Les différences entre les programmes du PCF et du PS pèsent beaucoup moins lourd, aux yeux de l'électorat de gauche, que la politique menée *conjointement* par le PS et le PCF quand ils étaient au pouvoir. Dès lors, pour la masse des jeunes et des travailleurs, le seul véritable enjeu, c'est de savoir lequel des deux partis aura les meilleures chances de battre la droite dans les urnes. Dans ce domaine, c'est forcément le PS qui l'emporte. La dérive réformiste dans la politique du PCF a favorisé le PS, d'un côté, et de l'autre a ouvert un espace à la LCR.

La situation actuelle offre d'énormes possibilités au PCF, à condition de tourner le dos aux idées décousues du réformisme « anti-libéral », qui ne peuvent que semer davantage de confusion. Il faut réarmer politiquement le parti sur la base des idées du marxisme et du programme du socialisme révolutionnaire.

Modifications dans le programme du parti

Au milieu des années 90, Robert Hue a redéfini le projet du PCF comme celui d'une « économie de marché » – une économie capitaliste, en clair – « à dominante sociale ». En substance, ceci n'était qu'une reformulation des idées de l'aile droite du Parti Socialiste. Jospin se disait « pour l'économie de marché, mais contre une société de marché » – comme si les rapports sociaux pouvaient se détacher du mode de production et d'échange. Cela revient à dire qu'on veut garder le capitalisme, mais sans en subir les conséquences sociales. En 1997, Robert Hue a concrétisé ce ralliement à l'économie de marché (le capitalisme) en déclarant que la privatisation n'était plus un sujet « tabou » pour la direction du parti. Il ne s'agissait pas seulement de paroles en l'air, comme en a témoigné l'expérience de la participation du PCF au gouvernement Jospin.

Le PCF a modifié sa politique à l'égard des subventions et autres « cadeaux » accordés aux capitalistes. Par exemple, dans *L'Humanité* du 21 mai 2008, elle propose la prise en charge totale ou partielle des intérêts sur les sommes empruntées par les capitalistes « *pour des investissements matériels, de recherche, en logiciels, avec des taux d'autant plus abaissés, jusqu'à zéro, que sont créés de bons emplois et de bonnes formations.* » Ces crédits « à taux zéro » pour les capitalistes font partie d'un ensemble de propositions de type « bonus-malus », destinées à inciter les capitalistes à s'enrichir par l'exploitation directe des travailleurs plutôt que par d'autres procédés, comme par exemple des opérations financières.

Très peu de militants communistes sont d'accord avec ce genre de subventions. Après tout, quand les travailleurs prennent des crédits – parfois juste pour essayer de joindre les deux bouts – ils paient bien des intérêts ! Dès lors, pourquoi les capitalistes, qui s'enrichissent par l'exploitation du travail salarié, n'en paieraient pas ? Et puisqu'il n'est pas question que les banques ne touchent pas les sommes en question, les partisans de ces subventions proposent tout bonnement que celles-ci soient prises en charge par les contribuables ! Prétendre que ce type de mesure répond à une « logique anti-capitaliste » est parfaitement insensé. Au contraire, de telles propositions s'inscrivent directement dans la « logique » capitaliste, qui dit que si on veut faire du bien aux pauvres, il faut d'abord enrichir les riches.

Le PCF doit-il vraiment prôner la prise en charge des intérêts, à hauteur de plusieurs dizaines de milliards d'euros, sur les crédits contractés par des capitalistes ? Beaucoup de travailleurs se diront que si l'Etat a de l'argent à dépenser sur la création d'emplois, qu'il le fasse tout d'abord dans le domaine public – dans les hôpitaux, les crèches et les écoles, par exemple – plutôt que de récompenser l'avarice des exploiters, sous prétexte que, dans tel ou tel cas, leur recherche de profit crée des emplois.

Le programme du parti a été progressivement vidé de tout ce qui ressemblait de près ou de loin aux idées du socialisme révolutionnaire, pour devenir de plus en plus proche, sur les questions essentielles, de celui du Parti Socialiste. La lutte pour en finir avec le capitalisme a été remplacée par le langage confus et insipide du réformisme « anti-libéral ». L'objectif du socialisme a été remplacé par l'illusion d'une économie capitaliste « équitable », la lutte contre l'impérialisme par le « dialogue Nord-Sud », la nationalisation des banques et des

entreprises capitalistes par une usine à gaz de propositions fiscales et administratives « régulatrices ». Chaque pas dans cette direction a été naturellement applaudi et encouragé par les rédactions de la presse « bien pensante », ainsi que par les incorrigibles petits-bourgeois et autres « bovistes » qui grouillaient dans les « collectifs anti-libéraux ». « Enfin, le PCF se débarrasse de ses dogmes ! », disaient-ils. « Mais encore un effort ! ». En fait, la seule chose qui satisferait tout ce beau monde, ce serait que le PCF disparaisse complètement !

Le programme du parti préconise la mise en place de « nouveaux droits » pour les salariés. Au fil des années, les travailleurs ont entendu pas mal de discours, sur ce thème, de la part des dirigeants des partis de gauche. On leur pardonnera donc d'être sceptiques à cet égard. Quand le PS et le PCF étaient au pouvoir, et qu'il s'agissait de passer aux actes, les dirigeants des deux partis n'ont rien fait pour instaurer ces nouveaux droits. Ils nous expliquaient qu'il fallait tout de même être « réalistes ».

Que propose la direction du PCF pour empêcher les fermetures et les délocalisations ? Absolument rien. Dans le communisme « innovant » et « réinventé » actuellement en vogue dans les milieux dirigeants du parti, il n'est plus question de franchir la ligne jaune de la propriété capitaliste. L'expropriation des capitalistes est considérée comme relevant du communisme « archaïque ». On se retrouve donc avec un réformisme « anti-libéral » qui prétend vouloir imposer aux employeurs toutes sortes de taxes, de restrictions, d'obligations et de pénalités, qui parle d'accorder des « véritables pouvoirs » aux salariés – *mais qui n'ose pas poser la question de la propriété de l'entreprise*, de sorte qu'il finit par renoncer à tous ces projets, au nom du « réalisme ».

Dénoncer les patrons, proposer des mesures qui nuisent à leurs intérêts, qui réduisent leurs profits, qui leur imposent des restrictions de toutes sortes, mais qui laissent leur pouvoir intact – le pouvoir de la propriété –, c'est un programme qui n'est pas réaliste. Pratiquement tous les travailleurs le savent d'expérience. Quand ils lisent les tracts du PCF qui évoquent les « nouveaux droits », la taxation des profits et autres dispositions « anti-libérales », ils finissent par hausser les épaules, en se disant : « C'est gentil d'avoir pensé à nous. Mais si on appliquait le quart de ces mesures, ici, le patron mettrait la clé sous la porte dès le lendemain ! ».

Ajoutons à cela que bon nombre de travailleurs – chez Air France et Airbus, par exemple – ont fait l'expérience des « nouveaux droits » à la sauce « anti-libérale » à l'époque de la privatisation de ces industries par un ministre PCF, Jean-Claude Gayssot. Pour ce dernier, la privatisation, rebaptisée « ouverture du capital », n'était rien moins qu'une « conquête sociale » ! La création d'un dispositif de « salariés-actionnaires » était, à l'en croire, un bel exemple de la « réappropriation sociale de l'entreprise » évoquée dans le programme du parti. Gayssot n'agissait pas seul. Il avait l'appui de pratiquement toutes les composantes de la direction du parti. Et comme en témoignent les textes publiés par *L'Humanité* à l'époque, ni Robert Hue, ni les « économistes » autoproclamés du parti ne ménageaient leur peine pour justifier les privatisations en cours, en les enrobant d'un discours sur des « contre-pouvoirs citoyens » et des « droits nouveaux » qui n'ont jamais vu le jour.

L'axe central de la politique économique du parti est la mise en place d'un système de taxation particulièrement lourd à l'encontre des capitalistes. La direction du parti prône une série de mesures fiscales qui permettraient, selon elle, de faire une « autre politique » : taxation des actifs financiers, cotisations sur les revenus boursiers, suppression des exonérations patronales, annulation du « paquet fiscal », augmentation de l'impôt sur le

revenu des plus aisés et doublement de l'ISF. Le solde de ces opérations serait de l'ordre de 80 milliards d'euros, nous dit-on, soit l'équivalent de 80% des bénéfices des entreprises du CAC40. Autrement dit, ce qui est proposé ici, c'est ni plus ni moins qu'une *baisse massive de la rentabilité du capital en France*. Or, sous le capitalisme, c'est précisément la rentabilité du capital qui constitue la justification et la force motrice de toute activité économique. Un gouvernement qui tenterait de prélever une somme aussi importante sur les revenus des capitalistes se trouverait immédiatement confronté à une chute brutale du taux d'investissement, une fuite massive de capitaux, une vague de délocalisations et une brusque montée du chômage. Et que ferait le PCF contre ces actions visant à défendre la rentabilité du capital ? Le programme du parti ne dit rien sur ce point. Ce n'est pourtant pas un détail !

Le fond du problème, c'est que la direction du PCF a abandonné l'objectif de l'expropriation des capitalistes. Depuis la période Robert Hue, elle accepte « l'économie de marché ». Son programme actuel ne contient pratiquement aucune nationalisation. Les dirigeants se limitent à la recherche de « nouvelles » astuces (qui sont en fait très anciennes et déjà discréditées) pour « réguler » le capitalisme. D'où cette usine à gaz totalement incohérente de « bonus », de « malus », de prélèvements et de taxes – sur les profits, sur les transferts de capitaux, sur les opérations jugées « spéculatives », etc. – sous prétexte de favoriser l'emploi, la formation, la santé, l'environnement, le logement, et ainsi de suite.

La terminologie souvent complètement creuse employée dans les discours, sur les affiches et les tracts du parti, comme dans les pages de *L'Humanité*, ne fait que rajouter à la confusion. Dire que le parti veut « un meilleur vivre ensemble » ou une « autre politique » – sans préciser laquelle – ne sert à rien, si ce n'est à renforcer l'impression, chez les travailleurs et les jeunes, que le parti ne sait pas où il va et ne sait pas ce qu'il veut.

Un changement d'orientation est nécessaire. Il y va de l'avenir du parti. Le PCF doit mener un travail constant de propagande et d'explication des idées du socialisme. Les discussions dans les sections et à tous les échelons du parti portent trop souvent sur des questions organisationnelles – alliances, collectifs, forums, ateliers, rassemblements, etc. On ne peut pas régler un problème *politique* au moyen d'astuces et d'expédients *organisationnels*. Le destin du PCF dépend avant tout de son programme. Il faut expliquer aux travailleurs et à la jeunesse la nécessité impérieuse d'en finir avec le capitalisme, faute de quoi ils ne pourront pas maintenir les acquis, quelle que soit l'ampleur des luttes qui seront menées. Le socialisme ne deviendra une possibilité réelle et immédiate que lorsque la *masse* des travailleurs s'engagera de façon décisive dans la lutte contre le système capitaliste. Sans l'indispensable travail préalable de propagande et d'éducation politique, le PCF ne joue pas son rôle, se prive de sa raison d'être, s'empêche de reconquérir le terrain perdu et se condamne à en perdre davantage.

Les « mutations sociologiques »

L'un des arguments « théoriques » avancés pour justifier l'abandon des idées marxistes – et même la liquidation du PCF – concerne les « mutations sociologiques » qui seraient à l'œuvre dans la société française. En substance, ses partisans affirment que la classe ouvrière occupe une place de moins en moins importante dans la société, et que cette évolution engendre un changement correspondant des « mentalités ». L'abandon des objectifs communistes du parti ne serait que la prise en compte de cette mutation sociologique. Cependant, cette « théorie » ne correspond à aucune réalité.

Très peu de salariés se qualifiaient de « prolétaires », de nos jours. Mais ce n'est qu'une question de terminologie. Par le terme *prolétariat*, Marx et Engels désignaient la classe des « *salariés modernes qui, privés de leurs propres moyens de production, sont obligés, pour subsister, de vendre leur force de travail.* » Cette classe – le salariat – représente aujourd'hui près de 90% de la population active. Jamais, dans toute l'histoire du pays, son poids social n'a été aussi élevé.

A quoi pensent-ils, ceux qui discourent sur le thème de l'effacement de la classe ouvrière, lorsqu'ils marchent dans la rue ? Ne se sont-ils jamais demandés d'où viennent la construction et l'entretien des bâtiments qui les entourent, l'entretien des trottoirs et de la chaussée, l'éclairage, les voitures, les vélos, etc. ? N'ont-ils jamais pensé aux millions de mains et de cerveaux qui font « tourner » la machine économique et sociale dans toute sa vaste complexité ?

Loin d'avoir affaibli le salariat, les « mutations sociologiques » à l'œuvre depuis l'époque de Marx l'ont au contraire placé au cœur même de l'organisme social, et ce à un degré que Marx lui-même aurait eu du mal à imaginer. Dans le domaine de la production, de la distribution, des transports, de la construction, des « services », mais aussi dans toutes les branches des administrations et des services publics, le salariat assure *toutes les fonctions essentielles de la société*. A la veille de la révolution française, l'Abbé Sieyès écrivait que le « tiers état », considéré comme « rien » par les tenants de l'Ancien Régime, était en fait « tout » dans la société. De nos jours, nous pouvons dire avec infiniment plus de justification que le salariat – la classe ouvrière, en d'autres termes – est « tout » dans la société, et que sans lui, sans son consentement, rien ne se fait, bien qu'il soit méprisé et ignoré par la classe qui l'exploite.

A l'époque de la rédaction du *Manifeste du Parti Communiste*, les rapports de production capitalistes s'installaient progressivement en Europe, en Amérique du Nord et sur tous les continents. Mais ils n'étaient pleinement développés que dans un seul pays : la Grande-Bretagne. Les idées et les perspectives annoncées dans le *Manifeste du Parti Communiste* étaient une anticipation brillante de l'évolution future du capitalisme. Les perspectives présentées par Marx et Engels – concentration du capital, diminution du poids de la petite propriété, division de la société en deux classes fondamentales, internationalisation des rapports de production capitaliste – ont été confirmées de façon éclatante par le cours ultérieur de l'histoire. Loin d'avoir été invalidées, les idées du marxisme sont encore plus pertinentes aujourd'hui qu'à l'époque de Marx.

Les « collectifs anti-libéraux »

Marqués par le mauvais score du parti en 2002, de nombreux communistes ont été séduits par la stratégie des « collectifs anti-libéraux ». La direction du parti présentait cette orientation comme un moyen d'élargir la base électorale du parti et de reconquérir ainsi du terrain perdu. Cependant, de manière générale, les collectifs n'ont pas mis le parti en contact avec une couche plus large de la population, mais seulement avec une flopée bigarrée d'ex-communistes, d'ex-socialistes, de gauchistes divers et autres « indépendants » plus ou moins petits-bourgeois, qui n'ont apporté au mouvement que démoralisation et confusion.

Lors de la consultation des collectifs, une très nette majorité s'est dégagée en faveur de la candidature de Marie-George Buffet (62%). Ceci n'avait rien d'étonnant, puisque le PCF constituait la colonne vertébrale des collectifs, à l'échelle nationale. Le score de notre candidate aurait pu être beaucoup plus important, d'ailleurs, car seule une petite minorité des

militants communistes ont participé au vote. Mais de leur côté, Bové, Autin, Salesse et la LCR ne voyaient dans les « collectifs » qu'un moyen de mettre le PCF à la remorque de leurs propres ambitions politiques. Jamais ils n'auraient accepté de mener campagne pour un candidat issu du PCF. Marie-George Buffet ne faisait pas « consensus », disaient-ils. Le PCF « passait en force ». Cette idée a été largement relayée par les médias, dans le but de discréditer le parti. Mais il faut reconnaître que la direction du parti a commis une faute grave en acceptant la règle du soi-disant « double consensus ». Cette méthode anti-démocratique donnait à une petite minorité la possibilité de bloquer la candidature majoritaire.

Pour le parti, le bilan de cette opération fut négatif. Le fait d'avoir longtemps laissé planer un doute sur une candidature PCF a désavantagé le parti lors des élections. Trop de temps a été perdu à tourner en rond avec ces soi-disant « anti-libéraux » – dont beaucoup étaient surtout « anti-PCF ». On ne peut s'empêcher de penser que si, dès le départ, le temps et l'énergie du parti avaient été consacrés à mener campagne autour de sa propre candidature, il aurait réalisé un meilleur score au moment des élections.

Désormais, le parti doit toujours se présenter aux élections sous son propre nom, élaborer et défendre son propre programme et mener campagne autour de ses propres représentants. Ceci n'exclut pas des alliances, des désistements ou éventuellement des listes communes avec d'autres partis de gauche. Mais le parti doit conserver la maîtrise des combats qu'il mène et avancer sous ses propres couleurs.

Alliances électorales et participation gouvernementale

De manière générale, il est préférable de mener campagne autour des candidats du parti – et, bien sûr, sur la base du programme du parti. Ceci dit, lorsqu'une liste commune apparaît comme le seul moyen d'assurer la défaite de la droite, il faut envisager cette possibilité. C'est une question d'ordre tactique, et non de principe. Cependant, la présentation de listes commune avec le PS ne doit en aucun cas empêcher le PCF de défendre sa propre politique et de se démarquer du PS. En cas d'alliance, se dissocier du réformisme du PS est non seulement autorisé, mais c'est même le devoir du PCF. Or ceci est impossible tant que les idées et le programme du PCF sont eux-mêmes réformistes. Ce ne sont pas les alliances et les accords ponctuels avec le PS qui ont fait « perdre son âme » au PCF, mais le caractère réformiste de son propre programme et la tendance à réaliser n'importe quel compromis pour obtenir des sièges.

Si le PCF devait accepter de participer à un gouvernement sur la base du programme actuel du PS, il se mettrait dans une situation extrêmement compromettante. Il serait associé à la politique mise en œuvre, et retomberait dans le même piège qui l'a mené à la débâcle de 2002. Si, entre 1997 et 2002, le PCF avait eu les mains libres, il aurait pu soutenir les mesures du gouvernement Jospin qui allaient dans le bon sens, tout en luttant énergiquement contre toutes celles qui allaient dans le mauvais. Dès lors, son électorat ne l'aurait pas sanctionné au profit de l'extrême gauche ou de l'abstention, comme il l'a fait en 2002.

On oppose à cette idée l'argument qu'il faut présenter le PCF comme un « parti de gouvernement », et non comme une simple force de « contestation ». Mais il ne s'agit pas d'exclure d'avance toute participation gouvernementale. Le PCF peut expliquer qu'il est parfaitement disposé à participer au gouvernement avec le PS, à condition que ce gouvernement prenne des mesures décisives pour briser le pouvoir des capitalistes et améliorer sérieusement les conditions de vie de la majorité. Par contre, l'entrée du PCF dans

un gouvernement « de gauche » qui privatise à tour de bras, comme celui de 1997-2002, est une option qui doit être totalement exclue.

Alliances avec le Modem

Malheureusement, les sphères dirigeantes du PCF ont été contaminées par le même opportunisme que les dirigeants du PS. Cela a été amplement démontré par l'implication de nombreux candidats du parti sur des listes communes PS-PCF-Modem aux élections municipales, et par le refus de la direction nationale du parti de condamner cette dérive. Clairement, pour certains dirigeants, tout ce qui importe, c'est d'obtenir des sièges – et peu importe comment !

Au lendemain des législatives, le PCF a condamné, à juste titre, la dérive « centriste » du PS. Mais que doivent penser les travailleurs quand, quelques mois plus tard, ils s'aperçoivent que les candidats du PCF sont tombés dans la même dérive ? Nous voulons tous que le parti remporte des élections et obtienne des sièges, aux élections municipales comme à toutes les élections. Mais ce ne doit pas être à n'importe quel prix. *En aucun cas le PCF ne devrait accepter de figurer sur les mêmes listes que le Modem. C'est une forme de collaboration de classe – elle doit être rejetée sans appel.*

Une politique internationale incohérente

La politique étrangère de la direction actuelle du parti souffre des mêmes incohérences que sa politique nationale. La France est impliquée dans une guerre impérialiste en Afghanistan, aux côtés des forces armées américaines. Mais il a fallu attendre le mois d'août 2008 – sept ans après le début de la guerre – pour que la direction du parti demande le retrait total des troupes sur place. Pourquoi ? Sans doute parce qu'elle avait apporté son soutien à la participation de la France à la coalition impérialiste, à l'époque du gouvernement Jospin, en 2001.

De nombreux militants sont également choqués par l'attitude distante des dirigeants du parti à l'égard de Cuba. L'abolition du capitalisme à Cuba fut l'un des plus grands événements du XX^e siècle. Elle a ouvert la voie à une transformation radicale des conditions d'existence des travailleurs et des paysans cubains. L'illettrisme a été rapidement éradiqué. La révolution a établi les conditions d'immenses progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation et des conditions de vie des masses. Pour la première fois, la masse de la population a pu s'ouvrir à l'art et la culture. Tel est le « crime » que les impérialistes ne pourront jamais pardonner à Cuba. Ils ont utilisé toutes sortes de méthodes crapuleuses pour détruire cette révolution.

Dans ce combat, le PCF ne peut bien évidemment pas rester neutre. Nous sommes aux côtés de Cuba contre l'impérialisme américain. Nous soutenons un pays qui a éliminé l'illettrisme et où le système de santé est de loin le plus avancé de toute l'Amérique latine. Ceci a été accompli grâce à la planification des ressources et à l'abolition de l'anarchie du marché capitaliste. Cuba est une référence pour tous les peuples de l'Amérique latine. Voilà ce que les impérialistes ne peuvent tolérer. Ils veulent écraser Cuba, car ce pays incarne l'idée qu'il existe une alternative à l'économie capitaliste, que le marché n'est pas le seul système économique possible. C'est pour cela qu'ils veulent détruire toutes les conquêtes de la révolution cubaine. Et il existe un risque sérieux qu'ils y parviennent.

Si la révolution cubaine était liquidée, comme ce fut le cas en Russie, cela aurait d'abord un effet démoralisateur sur les travailleurs, la jeunesse et les paysans de toute l'Amérique du Sud

– et même à l'échelle mondiale. A l'inverse, la régénérescence de la révolution cubaine et la victoire de la révolution vénézuélienne transformeraient complètement la situation internationale.

Malgré toutes les difficultés qui existent à l'heure actuelle, Cuba a pu envoyer 15 000 docteurs et infirmiers participer au programme de santé publique mis en place par Chavez au Venezuela. Combien de médecins la France aurait-elle pu envoyer, si son gouvernement en avait eu l'intention ? Ainsi, quoi qu'en dise la propagande impérialiste contre Cuba et son gouvernement, nous avons sur cette île isolée la preuve concrète et irréfutable des énormes avantages économiques et sociaux de la nationalisation des moyens de production.

Les problèmes auxquels Cuba est confrontée ne viennent pas de la propriété d'Etat des moyens de production. Ces problèmes viennent de l'isolement de la révolution. La solution réside dans l'extension de la révolution au reste de l'Amérique latine, d'où l'importance cruciale des mouvements révolutionnaires au Venezuela, en Bolivie et ailleurs en Amérique latine.

Trois orientations fondamentales

Depuis de nombreuses années, la direction « dirige » le parti de recul en recul, sur tous les plans : implantation électorale, effectifs, enracinement syndical, ressources financières, moyens d'action et de propagande, etc. Ce déclin s'est accompagné d'une chute de l'autorité politique de la direction et d'un processus de dislocation du parti.

Une direction qui a cautionné des privatisations massives et qui ne remet plus en cause la propriété capitaliste ne peut manquer de susciter des oppositions. Le virage vers le réformisme « anti-libéral » et le point d'interrogation qui plane encore sur l'existence même du parti suscitent une vive inquiétude chez de nombreux militants. L'idée qu'il faut rompre avec le réformisme anti-libéral et revenir aux idées fondamentales du communisme gagne du terrain.

De manière générale, trois grandes orientations politiques se sont cristallisées dans le parti, au cours de la dernière période. La première est celle des « liquidateurs ». Comme l'a clairement montré l'Assemblée extraordinaire de décembre dernier, cette tendance est très minoritaire au niveau des sections et cellules du parti. Elle bénéficie d'une sur-représentation flagrante dans ses instances dirigeantes. Pour les représentants de ce courant, le communisme est irrévocablement discrédité. Il faut inventer « autre chose ». En substance, ils disent la chose suivante : puisque le parti a tourné le dos au communisme, puisqu'il ne vise plus la conquête du pouvoir par les travailleurs et le renversement du capitalisme, puisqu'il a rallié l'économie de marché, il devrait assumer pleinement cette « mutation » et ne devrait plus s'appeler « communiste ». Si cette tendance devait atteindre ses objectifs, ce serait la fin du PCF. Ce n'est pas un hasard si la presse capitaliste lui accorde une couverture médiatique de premier choix.

La deuxième orientation, dans le parti, est celle qui pour le moment recueille l'adhésion de la majorité, dans les instances dirigeantes. Pour les partisans de cette orientation, le programme du parti – dont ils sont les architectes – doit conserver son caractère réformiste. Sur ce point, il n'existe aucune divergence significative entre eux et les « liquidateurs ». Cependant, ils s'opposent à la dissolution du parti et à l'abandon de son nom – pour le moment.

Il existe enfin une troisième orientation, qui s'oppose à la dilution réformiste du programme du PCF et dans laquelle s'inscrivent les signataires de ce texte. Nous considérons que si le PCF s'installait définitivement dans une politique d'adaptation au système capitaliste, il ne pourrait prétendre à un autre rôle que celui de cinquième roue de la social-démocratie, et perdrait encore du terrain. Nous nous opposons catégoriquement à la dissolution du parti comme à l'abandon de son nom. En ceci, nous sommes en phase avec l'écrasante majorité des adhérents du parti. Mais nous insistons également sur la nécessité de mettre le programme du parti en conformité avec son nom. Nous voulons doter le parti d'un programme clairement communiste et révolutionnaire.

Le marxisme

La lutte des classes doit être menée sur plusieurs plans. Il y a la lutte syndicale et « économique » pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Il y a la lutte politique, la lutte électorale, ou encore la lutte pour la défense et l'extension des droits démocratiques. Parmi les aspects les plus importants de cette lutte, il y a le combat pour la régularisation des sans-papiers et le droit de vote des étrangers, combat dans lequel le PCF est fortement impliqué. Il y a la lutte pour construire et renforcer les syndicats, le parti, etc. Toutes ces formes de lutte sont indispensables et très importantes. Mais il y a aussi une autre facette de la lutte des classes qui est d'une importance absolument décisive. Il s'agit de la lutte idéologique, la lutte pour les idées, pour la théorie. Nous négligerions cette lutte à notre péril. Et la vérité, c'est qu'elle a été gravement négligée, voire presque complètement abandonnée, dans le parti, et ce depuis de nombreuses années.

Que pense la direction du PCF de la révolution russe ? Quelle est son appréciation de l'évolution de la Chine ? Est-elle d'accord avec la théorie marxiste de l'Etat, le matérialisme dialectique, la théorie économique de Marx ? Quelles sont, de son point de vue, les perspectives pour Cuba ou la révolution vénézuélienne ? Comment explique-t-elle la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et son effondrement ultérieur ? La direction nationale du parti n'apporte aucune réponse à ces questions – ni à des dizaines d'autres du même ordre. Et on peut difficilement éviter l'impression qu'elle ne se les pose même pas.

Prenons, à titre d'exemple, la question de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et de son effondrement. Cette expérience historique colossale, qui a marqué l'histoire de son empreinte pendant plusieurs générations, a besoin d'être sérieusement analysée et expliquée.

Les dirigeants du parti ont beau « tourner la page » et oublier le stalinisme, cette question ne cesse pas pour autant d'être un facteur déterminant dans la conscience politique des travailleurs et des jeunes. Aujourd'hui encore, les crimes du stalinisme constituent l'un des arguments les plus puissants contre le communisme. Les capitalistes et leurs idéologues exploitent à fond ces crimes pour discréditer le communisme et le PCF.

La révolution russe elle-même, cette magnifique lutte contre l'oppression et la guerre, est extrêmement riche en enseignements. Mais l'étude des causes profondes de l'instauration progressive d'un régime totalitaire nous apprend également beaucoup. Compte tenu de l'isolement de la révolution dans un pays extrêmement arriéré, ravagé par la guerre civile et par l'intervention militaire de plus d'une vingtaine de puissances étrangères, les révolutionnaires de 1917 n'ont pas pu empêcher le triomphe de la bureaucratie. Lénine n'imaginait pas un seul instant pouvoir résoudre les problèmes auxquels la révolution était confrontée sans son extension rapide à travers le continent européen. Des centaines de milliers

de communistes, dévoués corps et âme à la cause de la classe ouvrière, ont tenté de résister à la bureaucratisation du régime et l'ont payé de leur vie. Mais tant que le parti n'aura pas expliqué cette dégénérescence d'un point de vue marxiste, on ne convaincra jamais la jeunesse que le communisme ne porte pas en lui le germe du totalitarisme.

Longtemps, l'étude de la théorie, l'élaboration de perspectives et les questions de programme ont occupé une place centrale dans la vie du parti. Cette tradition a été largement perdue. Or, le redressement du PCF passe nécessairement par un retour aux idées fondamentales du marxisme, dans toute leur richesse. Le marxisme n'est pas la doctrine stérile et figée que décrivent ceux qui veulent le discréditer. Tous les communistes devraient s'intéresser aux questions de théorie, devraient s'efforcer de comprendre le marxisme, à commencer par les « classiques » de Marx et Engels.

Sans une attitude sérieuse envers des questions de théorie, il ne sera pas possible d'assurer le réarmement politique des communistes et de développer le parti authentiquement révolutionnaire dont nous avons besoin. Il ne s'agit pas d'un exercice académique. Il n'y a pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. La théorie est un guide pour l'action.

Réforme ou révolution

Marie-George Buffet avait raison de dire, au lendemain de la défaite de 2002, que le PCF avait reculé parce qu'il était allé « *de compromis en compromis, de renoncement en renoncement* ». Nul ne peut sérieusement douter que la participation du PCF au dernier gouvernement de gauche et la soumission de sa direction à la politique pro-capitaliste de Jospin, y compris les privatisations et les interventions militaires aux côtés de l'impérialisme américain (Serbie, Afghanistan), ont porté gravement préjudice à sa crédibilité auprès de ses sympathisants et électeurs, tout en semant la désorientation et la démoralisation dans ses propres rangs. Mais cette politique de compromis et de renoncement n'a pas été abandonnée depuis, bien au contraire.

Contrairement à un préjugé largement répandu, le marxisme n'oppose pas la lutte pour des réformes à la révolution. Sans la lutte quotidienne pour défendre nos acquis et en conquérir de nouveaux, le socialisme serait impossible. Pour Marx, Engels et Lénine, la participation à la lutte pour des réformes, pour arracher des concessions à l'adversaire capitaliste, était non seulement autorisée, mais considérée comme un devoir absolu. Cependant, ils considéraient les acquis et les sauvegardes arrachés de cette façon comme autant de « sous-produits », pour reprendre leur expression, de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. La caricature stupide selon laquelle les révolutionnaires, à la différence des réformistes « pragmatiques », ne s'intéresseraient pas aux questions immédiates et se contenteraient d'attendre, les bras croisés, l'avènement du « grand soir », n'a rien à voir avec le marxisme.

Ce n'est pas le lieu, ici, de présenter un programme complet et détaillé de revendications correspondant aux nombreux fronts sur lesquels nous devons nous battre au quotidien. Mais quelques-unes de ces revendications seraient, par exemple :

a) La défense du pouvoir d'achat, notamment par l'indexation des salaires et des retraites sur l'évolution des prix. Cette évolution doit être évaluée par les syndicats et les organisations de consommateurs. Relèvement du SMIC (1500 euros nets) et des minima sociaux. Aucun salaire inférieur au SMIC ne doit être autorisé. Les minima sociaux doivent être garantis à toutes les personnes sans ressources, sans exception.

b) La défense de l'emploi. Les 35 heures doivent être maintenues et étendues, les heures supplémentaires strictement limitées. Opposition à la réduction des effectifs dans les administrations et les services publics, dans l'Education nationale, les hôpitaux, etc. Lancement d'un vaste programme de travaux publics pour répondre aux besoins en matière d'infrastructures sociales et de logements. Opposition à tous les projets de fermeture ou de suppressions d'emploi dans le secteur privé, y compris par l'occupation des entreprises et la lutte pour leur nationalisation sous le contrôle et la gestion des travailleurs, sans indemnisation des capitalistes.

c) Les retraités doivent pouvoir vivre dignement. Retraite décente et garantie pour tous au plus tard à 60 ans, indépendamment du nombre d'annuités. Aucune retraite ne doit être inférieure au SMIC.

d) La santé publique ne doit pas être une source de profit, ni un terrain où se développe la concurrence. L'industrie pharmaceutique, ainsi que les fournisseurs d'équipements médicaux, les cliniques, les hôpitaux, etc., doivent être nationalisés et intégrés au service public de santé. Les soins doivent être pris en charge à 100%.

e) Pour une éducation publique, gratuite et de qualité. Opposition à la réduction des effectifs, aux restrictions budgétaires et à toutes les mesures qui vont dans le sens d'une privatisation des universités.

f) Un logement pour tous. Extension massive du parc de logements sociaux, par la construction, mais aussi par l'expropriation de logements locatifs dans le secteur privé, notamment par la nationalisation des grandes entreprises du bâtiment et les sociétés financières qui organisent la spéculation immobilière. Gel de tous les loyers. Opposition aux expulsions. Aucune famille ne doit se trouver dans la rue, faute d'argent.

g) Opposition à toutes les formes de discrimination raciale. Régularisation des sans-papiers. Fermeture des centres de rétention. Mettre fin au harcèlement policier et administratif des « étrangers ». A tous les scrutins nationaux et locaux, droit de vote de tous les étrangers séjournant et domiciliés sur le territoire national depuis 1 an.

Si le PCF n'avait pas un programme de revendications « immédiates » de ce type, et s'il n'expliquait pas son point de vue sur toutes les questions de société qui touchent de près ou de loin aux conditions de vie des gens, il se condamnerait évidemment à l'impuissance. Les communistes sont en première ligne de tous les combats pour loger des dizaines de milliers de « sans domicile fixe » qui dorment sous des tentes, dans des abris de fortune ou sur le pavé. Les communistes luttent pour la défense des acquis et l'amélioration des conditions de vie des salariés, de la jeunesse, des chômeurs et des retraités. Ils luttent au quotidien contre les discriminations raciales. Ils savent que les travailleurs « immigrés » servent de boucs émissaires pour tous les maux engendrés par le système capitaliste. Personne ne suggère de rester les bras croisés, en se limitant à l'affirmation de la nécessité du socialisme. Par contre, il faut toujours *affirmer* et *expliquer* cette nécessité, en la mettant en rapport avec les luttes immédiates et « concrètes ». Le programme général du parti a une fonction éducative, pédagogique. Il doit viser à inculquer aux travailleurs l'idée qu'ils peuvent et qu'ils doivent devenir les maîtres de la société, de l'économie et de l'Etat.

Il faut distinguer entre le réformisme et la lutte pour défendre et améliorer les conditions de vie des travailleurs. Ce sont deux choses différentes. Les communistes doivent bien

évidemment participer à toutes les luttes qui s'engagent contre les inégalités et contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Mais, à la différence des réformistes, ils ne doivent pas se limiter à de simples réformes et perdre de vue leur objectif principal : le renversement du capitalisme.

Concrètement, on ne pourra briser l'emprise des capitalistes sur l'économie que par la nationalisation (ou « socialisation ») de l'industrie, des services et de la grande distribution, ainsi que de toutes les banques, des compagnies d'assurances et des organismes de crédit. Les travailleurs devront contrôler démocratiquement les entreprises nationalisées. Cet objectif doit occuper une place centrale dans la propagande des communistes. Il doit être patiemment expliqué à l'ensemble des travailleurs, non pas sèchement et abstraitement, mais en rapport direct avec leurs préoccupations et luttes immédiates. De manière générale, le PCF devrait connecter l'ensemble de ses revendications et mots d'ordre à cet objectif stratégique global. Même les luttes défensives doivent être liées à l'objectif du socialisme. Face à la démolition systématique de toutes les conquêtes sociales du passé, la lutte pour la défense des acquis et pour de nouvelles concessions est inextricablement liée à la nécessité de renverser l'ordre capitaliste.

L'expropriation des capitalistes signifierait que les gigantesques ressources économiques du pays pourraient être orientées vers la satisfaction des besoins sociaux, au lieu de servir à l'enrichissement d'une petite minorité. Les nationalisations du passé, comme celles réalisées sous Mitterrand, ne concernaient qu'une fraction de l'économie (20%), laissant sa majeure partie entre les mains des capitalistes. Par ailleurs, les travailleurs n'avaient pas le contrôle des entreprises nationalisées, dont le fonctionnement et les objectifs ne se distinguaient en rien de ceux des entreprises du secteur privé. La corruption des dirigeants du Crédit Lyonnais et d'Elf-Aquitaine en est l'exemple le plus criant. Aujourd'hui encore, la Caisse des Dépôts a beau être une institution de l'Etat, elle est propriétaire d'un nombre important d'entreprises capitalistes, ce qui ne fait que souligner l'enchevêtrement complet des institutions de l'Etat et des intérêts de la classe dirigeante.

Le socialisme ne se réduit pas à la propriété d'Etat. C'est une forme de société dans laquelle toutes les grandes entreprises, l'ensemble du système bancaire et toute l'administration publique – c'est-à-dire la direction de l'Etat – sont soumis au contrôle démocratique des travailleurs, à tous les niveaux. C'est la seule façon d'instaurer une planification rationnelle et démocratique de l'économie nationale, au bénéfice de l'ensemble de la société.

Bien évidemment, un tel programme révolutionnaire ne sera pas immédiatement compris et accepté par tous les travailleurs et toute la jeunesse. Le salariat n'est pas politiquement homogène. Dans toutes les périodes historiques « normales », c'est-à-dire non-révolutionnaires, la grande majorité des jeunes et des travailleurs demeurent politiquement inertes et passifs. Mais l'« avant-garde », qui est composée des éléments les plus conscients et les plus actifs, tire plus rapidement des conclusions révolutionnaires de son expérience. Si un programme communiste est correctement expliqué, en s'appuyant sur l'expérience collective et pratique des travailleurs eux-mêmes, il obtiendra l'adhésion d'une fraction importante de la couche la plus consciente, la plus avancée et la plus militante des travailleurs et de la jeunesse. Et à travers elle, il prendra profondément racine dans l'ensemble de la classe ouvrière.

On voit ici l'importance cruciale des *perspectives*, sans lesquelles on risque de tomber dans une capitulation opportuniste aux « réalités » du présent – notamment à des fins électorales.

On entend souvent que des idées vraiment communistes, qui affichent clairement des objectifs révolutionnaires, ne sont pas « pratiques ». Elles sont « abstraites », dit-on. Il y a une certaine vérité dans cette affirmation, puisque, par définition, un programme révolutionnaire ne peut être mis en œuvre que dans une situation révolutionnaire. Mais tout en luttant dans le présent, un parti communiste se doit de *préparer l'avenir*. Tôt ou tard, sous l'impact des événements et dans le contexte de confrontations majeures entre les classes, les couches du salariat jusqu'alors relativement inertes se trouveront, elles aussi, brusquement projetées dans la lutte.

Telle est l'essence d'une situation révolutionnaire. Une révolution se caractérise par l'entrée en action de la *masse* de la population. On le voit actuellement au Venezuela et en Bolivie. Dans les années à venir, l'extrême instabilité sociale qui caractérise l'ensemble de l'Amérique latine gagnera l'Europe. En France, nous l'avons dit, les capitalistes et leurs représentants au gouvernement imposent la régression sociale permanente. Dans leur tentative de rétablir un équilibre économique, ils aboutiront à la destruction de l'équilibre social et politique sur lequel repose la stabilité de l'ordre établi.

A un certain stade, une explosion de la lutte des classes à une échelle massive est inévitable. Dans ce contexte, un programme révolutionnaire – jusqu'alors jugé trop radical et trop extrême par nombre de travailleurs – gagnera le soutien enthousiaste de larges couches de la population. Dans une révolution, la conscience des travailleurs progresse à une vitesse vertigineuse. Il faut s'y préparer. Pour ce faire, les communistes doivent *dès aujourd'hui* gagner les éléments les plus conscients de la jeunesse et du salariat au programme de la révolution socialiste. Sans cela, la crise révolutionnaire en cours de maturation risque de prendre le parti au dépourvu.

Le programme du PCF doit être une arme pour aider les travailleurs et les jeunes à se préparer consciemment au développement d'une situation révolutionnaire qui leur offrira l'occasion d'en finir une fois pour toutes avec le système capitaliste.

L'avenir du parti

Malgré les difficultés qu'il a connues au cours de la dernière période, le parti occupe une place très importante – et potentiellement décisive – dans le mouvement ouvrier français. Il a une longue tradition de lutte et de résistance à l'oppression. Il dispose d'énormes réserves sociales, ce qui explique toute la propagande hostile et mensongère dont il est l'objet, de la part des médias et de tous les représentants de la société « officielle ». Dans la conscience collective de plusieurs millions de travailleurs, le PCF demeure une force et un allié dans la lutte contre les innombrables injustices et oppressions que leur inflige le capitalisme. Le virage droitier de la direction du Parti Socialiste renforce encore les perspectives de développement du PCF – du moins potentiellement.

Notre parti peut devenir, *doit* devenir une force sociale et politique extrêmement puissante. De grandes perspectives s'ouvrent à nous. Mais pour qu'elles se réalisent, *il est absolument indispensable de rompre avec la politique insipide du réformisme « antilibéral » et de renouer avec les traditions militantes et révolutionnaires de notre passé – c'est-à-dire avec les idées du marxisme*. Le Parti Communiste doit redevenir un parti révolutionnaire, dans son programme, dans son action et dans son tempérament. Sur cette base, il regagnera progressivement sa position de parti des éléments les plus combattifs de la jeunesse et des travailleurs. Il retrouvera ses relais et son enracinement massif dans le mouvement syndical et les quartiers populaires.

Face au désastre social provoqué par le capitalisme, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs cherchent des idées sérieuses, un programme qui offre une véritable alternative au système actuel. Le capitalisme n'offre plus d'autres perspectives que la régression, le déclin, la crise permanente, la destruction des conquêtes sociales. Aucune société ne peut continuer indéfiniment sur cette pente. Le socialisme n'est donc pas une utopie, mais une nécessité. La tâche primordiale des communistes est de donner une expression concrète à cette nécessité dans le programme, la théorie et la pratique du parti.